

**Article sud-ouest du 10 février 2022**

## **Le projet de centre de rétention administrative fait des vagues**

**Un centre destiné à retenir des étrangers en situation irrégulière est en projet le long de la rocade, à Pessac. Ce qui fait réagir les conseillers municipaux d'opposition et des associations de riverains, qui se plaignent de n'avoir pas été tenus informés du projet**

**Christophe Loubes**

Le sujet s'est infiltré dans le dernier conseil municipal de Pessac, mardi, et il lui a donné des allures de poil à gratter : un centre de rétention administrative est en projet au niveau de la sortie 13 de la rocade. Et les élus d'opposition comme les syndicats de quartier se plaignent de n'en avoir

été informés que quelques jours auparavant. Les centres de rétention administrative sont des lieux ayant « vocation à accueillir des étrangers en situation irrégulière, dans l'attente d'une procédure d'éloignement », rappelle le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) édité par la Préfecture, que « Sud-Ouest » s'est procuré. Dans ce document, on parle de « maintenir dans un lieu fermé un étranger sous le coup d'une mesure d'éloignement ». La durée de rétention ne peut légalement pas dépasser

90 jours et elle doit comprendre des conditions d'accueil « respectueuses des droits de la personne » en termes d'hébergement, de restauration et d'accompagnement médical et social.

Dans le cadre d'une série de mesures sur l'immigration, le gouvernement veut construire trois nouveaux centres de ce type en France et il a été acté que l'un d'eux se situerait dans la zone de Bordeaux. Ce doit être à Pessac, où l'État est propriétaire de deux terrains de part et d'autre de l'avenue du Bourgaillh, dans le secteur intra-rocade.

Le premier, au nord-ouest, doit accueillir le bâtiment administratif et la zone de rétention sur une surface de 19 000 mètres carrés. Le second, au sud-est, 7000 mètres carrés de parkings, avec 120 places pour les policiers et les prestataires extérieurs et 10 pour les visiteurs.

### **Pas avant 2024**

La réception des travaux était à l'origine programmée pour octobre 2023 mais, selon le maire Franck Raynal, le projet ne devrait pas voir le jour avant 2024 : « Les appels d'offres lancés par l'État n'ont pas abouti pour le moment. » Sauf qu'en attendant, l'inquiétude est réelle chez les riverains. « Ceux qui, jusqu'ici, avaient des arbres en face de leurs maisons découvrent qu'ils vont se retrouver avec des grillages et des barbelés », critique Roger Lévy, président de la Fédération des syndicats de quartier de Pessac. « Et l'augmentation du trafic va encore aggraver les problèmes de bruit et de pollution qu'ils connaissent déjà en vivant en bord de rocade. Leurs maisons vont perdre 80 % de leur valeur. »

Le conseiller d'opposition Sébastien Saint-Pasteur (PS) juge, lui, aberrant d'ouvrir un tel centre « dans un quartier pavillonnaire et à 600 mètres de l'école Jacques-Cartier ». Mais il dénonce aussi le fait de ne découvrir ce projet qu'en ce début 2022 « alors que Franck Raynal en discutait déjà avec Patrick Bobet quand celui-ci présidait la Métropole, il y a deux ans, et qu'il ne nous en a jamais rien dit ».



L'actuel centre de rétention administrative de Bordeaux, dans les sous-sols de l'hôtel de police, n'est « pas adapté à sa vocation » selon Franck Raynal, maire de Pessac. (ARSEN COTTIEREAU / A.SUD OUEST)



Même son de cloche chez l'écologiste Laure Curvale, pour qui « le manque de concertation est évident. Le maire dit qu'il s'agira d'un simple bâtiment administratif ; nous pensons, nous, que cela ressemblera plutôt à une prison, où l'on enfermera des gens sans papiers, mais qui ne sont pas des délinquants pour autant. Et avec eux, des familles, des enfants, des femmes enceintes. »

### **Le maire mal à l'aise**

« Ce dossier relève exclusivement de l'État, répond Franck Raynal. Il n'a même pas besoin de permis de construire pour le mettre en oeuvre. Je n'en ai été informé que par courtoisie. Et si l'État ne communique pas, c'est parce qu'on est entré dans une période pré-électorale. Passé cette période, la communication sera totale. » Le maire admet qu'il aurait « préféré qu'il se réalise ailleurs. Mais quand on se rend dans le centre de rétention administrative actuel, dans les sous-sols de l'hôtel de police de Bordeaux, à Mériadeck, on est bien obligé de constater qu'il n'est pas adapté à

sa vocation, ni par sa taille, ni par sa qualité d'accueil ». Franck Raynal dit en tout cas avoir reçu « toutes les garanties de l'État et de la Préfecture qu'il n'y aurait aucune interaction entre ce centre et son voisinage. Il n'y aura pas de bruit ou de rassemblements particuliers. Halte aux fantasmes ! »

« Quelles garanties ? On n'en sait rien », ironise Laure Curvale. Tandis que Roger Lévy indique que, si la proximité d'un tel centre avec l'aéroport de Mérignac est un enjeu, il existe des emplacements plus appropriés. « À côté du parking P4, il y a une parcelle vide et sans riverains. » Et d'annoncer que les comités des quartiers voisins du Monteil et de France se réuniront chacun lundi 14 février. « Il y aura sans doute une réaction. Nous préparons notre riposte. »